

1. [Accueil](#)
2. Entity Print

Bulletin de la Banque de France
[Entreprises](#)

Que nous disent les comptes annuels 2022 de 1,4 million de petites et moyennes entreprises ?

29 Juin 2023

Auteurs : [Benjamin Bureau](#), [Loriane Py](#)

Bulletin n°246, article 6. Cette nouvelle édition de l'étude annuelle sur la situation financière des PME mobilise 1,4 million de liasses fiscales 2022 dont, pour la première fois, 1,1 million de liasses de microentreprises. Dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine, la hausse des prix énergétiques, la fin des mesures de soutien Covid et la hausse des taux des crédits bancaires, les PME sont restées résilientes – que l'on considère les plus petites d'entre elles, les microentreprises, ou les autres PME, par nature plus solides.

La valeur ajoutée a progressé sensiblement en 2022, tandis que le taux d'endettement est maîtrisé. Si cette tendance positive masque des situations individuelles hétérogènes, la proportion de PME en difficulté – telle que mesurée par la cotation Banque de France – n'a toutefois pas augmenté par rapport à la situation d'avant Covid. Le nécessaire resserrement des conditions de financement, ainsi que le ralentissement économique en 2023, invitent néanmoins à suivre avec attention la situation financière des PME dans les mois à venir.

[Que nous disent les comptes annuels 2022 de 1,4 million de petites et moyennes entreprises : le taux de marge](#)

Cet article analyse la situation financière des petites et moyennes entreprises (PME) en 2022, en mobilisant la base des comptes sociaux du Fichier bancaire des entreprises (FIBEN) de la Banque de France. Le périmètre d'étude couvre les PME localisées en France, soumises à l'impôt sur les sociétés, et n'appartenant pas au secteur financier.

L'étude exploite les comptes annuels 2022 de 1,404 million d'entités légales, regroupées en 1,264 million d'entreprises au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME). En suivant les recommandations de la LME, on distingue les microentreprises des autres PME. Les microentreprises occupent moins de 10 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. Les autres PME occupent moins de 250 personnes et ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros, et ne comprennent pas les microentreprises. Les microentreprises et les autres PME exercent principalement leur activité dans les secteurs du commerce, du conseil et du service aux entreprises, et de la construction, ainsi que dans l'immobilier pour les microentreprises, et dans l'industrie pour les autres PME (cf. annexe 3).

Cette nouvelle édition de notre étude annuelle sur les PME présente deux améliorations majeures : le nombre de liasses fiscales auxquelles nous avons accès a augmenté par rapport à l'année dernière (cf. Gaignon et Mérebier, 2022), de sorte que le nombre de liasses fiscales prises en compte est multiplié par quatre ; par

ailleurs, la présente étude est la première à analyser la catégorie des microentreprises à partir des données FIBEN. Ces deux évolutions permettent une analyse plus fine et plus complète du tissu productif français. Pour les microentreprises, les liasses fiscales sont disponibles pour la période 2019?2022, qui englobe donc l'épisode de la crise Covid. Pour les autres PME, l'analyse est réalisée sur la période 2008?2022. La présente étude complète par ailleurs celle de Mérebier et Richet?Bourbousse (2023) qui propose de premiers résultats sur la situation financière des ETI en 2022.

1. L'activité des PME reste dynamique en 2022

Le chiffre d'affaires progresse à nouveau fortement

Après le choc d'activité de 2020 lié à la crise Covid, le chiffre d'affaires des microentreprises augmente fortement et pour la deuxième année consécutive : + 13,1 % en 2022, après + 12,5 % en 2021 et – 2,5 % en 2020 (cf. tableau 1 *infra*). L'évolution du chiffre d'affaires des autres PME (c'est-à-dire hors microentreprises) est dans l'ensemble semblable à celle des microentreprises, avec une hausse de 12,0% en 2022 et de 11,6% en 2021, après un recul de 4,8% en 2020.

Plusieurs facteurs participent à la hausse du chiffre d'affaires en 2022. Elle est tout d'abord tirée par le secteur de l'hébergement?restauration dont le chiffre d'affaires avait lourdement chuté en 2020 et qui se redresse plus tardivement que dans les autres secteurs. Plus largement, la hausse de 2022 s'inscrit dans un contexte de forte inflation. En théorie, la hausse des prix de vente se répercute sur le chiffre d'affaires de deux manières opposées : à demande constante, la hausse des prix de vente augmente mécaniquement le chiffre d'affaires; mais dans le même temps, la demande diminue quand les prix de vente augmentent, de sorte que le chiffre d'affaires diminue à son tour (toutes choses égales par ailleurs). Les résultats suggèrent que le premier effet l'a emporté sur le second en 2022.

[Pour lire la suite, télécharger l'article]

Télécharger l'intégralité de la publication

[Bulletin n°246-6. Que nous disent les co... \(PDF - 418 Ko\)](#)

[Précédent](#)

5

Flux d'investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est : une région entre Chine et États-Unis

[Suivant](#)

7

La résilience des entreprises de taille intermédiaire en 2022 : un atout pour affronter les défis de 2023